

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

23 AVRIL 1999

PROPOSITION DE LOI

créant un Fonds fiscal pour la paix

(Déposée par M. Hugo Van Dienderen
et consorts)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Nombreux sont les citoyens qui estiment moralement inacceptable l'évolution des armements dans notre société. Nous songeons surtout aux nouveaux progrès techniques qui menacent l'homme et l'environnement et aux stratégies militaires fondées sur l'utilisation d'armes de destruction massive, telles que des engins nucléaires. Ces développements et ces stratégies exigent de moins en moins d'effectifs, mais toujours plus de moyens financiers.

Nombreux sont les citoyens qui sont convaincus que la manière dont on règle actuellement les conflits, c'est-à-dire par des moyens militaires, compromet la survie de la civilisation humaine et la dignité des agresseurs et des victimes. Des balles, des bombes et des mines terrestres font chaque jour des morts et des blessés, causent des dégâts matériels, détruisent l'environnement, et contrecarrent les initiatives civiles visant à édifier une société pacifique. Il suffirait d'un bombardement conventionnel sur Anvers, où sont implantées des industries chimiques et des installations nucléaires, pour provoquer une catastro-

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

23 APRIL 1999

WETSVOORSTEL

tot oprichting van een Vredesbelastingfonds

(Ingediend door de heer Hugo
Van Dienderen c.s.)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De ontwikkelingen inzake bewapening zijn voor vele burgers in onze samenleving moreel onaanvaardbaar geworden. Men denke vooral aan de nieuwe technologische ontwikkelingen die mens en milieu bedreigen en aan de militaire strategieën gericht op het gebruik van kernwapens en andere massavernietigingswapens. Beide vergen steeds minder mankracht doch meer geld.

Vele burgers zijn ervan overtuigd dat de huidige manier van conflictbeslechting met militaire middelen (militaire defensie) de overleving van de menselijke beschaving en de waardigheid van agressors en slachtoffers in het gedrang brengt. Kogels, bommen en landmijnen veroorzaken elke dag dood en verwonding, materiële verwoesting en milieudestructie en doorkruisen burgerinitiatieven voor vredevolle samenlevingsopbouw. Alleen al een conventioneel bombardement op Antwerpen met haar chemische industrie en kerninstallaties zou enkele Seveso's, Bhopals en Tsjernobyts tegelijkertijd veroorzaken. En dan

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

phe dont l'ampleur serait comparable à plusieurs Seveso, Bhopal et Tchernobyl réunis. Sans parler d'une guerre atomique, qui transformerait la terre entière en des ruines fumantes.

Nombreux sont les citoyens qui, pour des motifs religieux, philosophiques, éthiques et humanitaires, s'opposent, en conscience, à ce que leurs impôts soient utilisés à des fins militaires. Ils demandent à ne plus devoir contribuer contre leur gré au financement de cette folie meurtrière. Ils se sentent en effet, de ce fait, moralement complices (voir l'article 6 de la Charte de Nuremberg). Ils invoquent à cet égard la liberté de conscience et le respect de cette liberté dans la pratique, qui est garantie par le droit international (article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, article 9 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques).

La présente proposition vise à permettre au contribuable éprouvant des objections de conscience quant à sa contribution fiscale aux dépenses militaires de refuser sa participation au système de défense militaire en affectant une partie de ses impôts à un Fonds fiscal pour la paix.

Nous ne développerons pas ici les arguments juridiques démontrant l'illégitimité des armes de destruction massive. Des traités, des chartes et des jugements sont là pour la confirmer. Nous renvoyons à cet égard en particulier au jugement du 8 juillet 1996 de la Cour internationale de justice de La Haye concernant les armes nucléaires.

D'autre part, l'objection de conscience contre les obligations militaires et, plus concrètement, contre le service militaire obligatoire est reconnue légalement en Belgique depuis 1964. La reconnaissance de ce type d'objection de conscience conserve tout son sens, même après la suppression du service militaire obligatoire, puisqu'il reste théoriquement possible de le rétablir un jour.

Notre proposition de loi vise à reconnaître également les objections de conscience contre les obligations fiscales à des fins militaires. Bien qu'il n'existe pas d'impôt de guerre spécifique, il est un fait qu'une partie des ressources fiscales générales est affectée à la défense militaire. En fait, chacun de nous y contribue en acquittant l'impôt. On peut nourrir des objections de conscience contre ce mécanisme. Même si les pouvoirs publics estiment que le contribuable n'a pas à s'en préoccuper, étant donné que la responsabilité de la politique menée incombe aux pouvoirs publics, un individu peut avoir une perception toute différente de cette problématique et juger qu'il ne peut en conscience accepter cette manière de procéder. Une objec-

spreken we nog niet van een kernoorlog die de ganse aarde in een rokende ruïne zou veranderen.

Vele burgers hebben op religieuze, filosofische, ethische en humanitaire gronden gewetensbezwaar tegen de militaire bestemming van belastinggeld. Zij vragen dat zij niet langer verplicht zouden worden om deze wapenwaan tegen hun geweten in mee te betalen. Zij worden daardoor namelijk moreel medeplichtig (zie artikel 6 van het Charter van Nürnberg). Zij baseren zich op de vrijheid van geweten én de eerbiediging van die vrijheid in de praktijk, die door het internationaal recht wordt gewaarborgd (artikel 18 van de Universele Verklaring van de rechten van de mens, artikel 9 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, artikel 18 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten).

Dit voorstel wil de belastingplichtige die gewetensbezwaren heeft tegen zijn fiscale bijdrage aan militaire overheidsuitgaven, de kans bieden om niet tegen zijn geweten in te handelen en om dat deel van zijn belastingen dat aan militaire defensie wordt besteed, te bestemmen voor een vredesbelastingfonds.

We willen hier niet uitvoering ingaan op de juridische argumenten die de onwettigheid van massale vernietigingswapens aantonen. Verdragen, handvesten en gerechtelijke uitspraken tonen die onwettigheid aan. We verwijzen hierbij in het bijzonder naar de uitspraak van het Internationaal Gerechtshof van Den Haag van 8 juli 1996 over kernwapens.

Anderzijds worden in België sinds 1964 de bezwaren tegen militaire verplichtingen, in concreto tegen de militaire dienstplicht, wettelijk erkend. De erkenning van deze gewetensbezwaren blijft ook na de afschaffing van de militaire dienstplicht zinvol, vermits de theoretische mogelijkheid bestaat dat de dienstplicht ooit opnieuw wordt ingevoerd.

Dit wetsvoorstel wil ook de gewetensbezwaren tegen fiscale verplichtingen voor militaire doeleinden erkennen. Hoewel er geen specifieke oorlogsheffing bestaat, staat het vast dat een deel van de algemene middelen aan militaire defensie wordt uitgegeven. Ieder van ons draagt door de betaling van belasting in feite daartoe bij. Men kan daar gewetensbezwaren tegen hebben. Zelfs indien de overheid meent dat de belastingplichtige zich hierover geen zorgen hoeft te maken, omdat de verantwoordelijkheid voor het gevoerde beleid bij de overheid ligt, blijft het feit dat een individu dit anders kan ervaren en strijdig kan vinden met zijn geweten. Een gewetensbezwaar bestaat, wanneer het voor de betrokkene dwingend is,

tion de conscience existe à partir du moment où elle s'impose à la conscience de l'intéressé, qu'il ait tort ou raison. La caractéristique d'une objection de conscience est qu'elle est ancrée si profondément dans les normes et l'échelle de valeurs auxquelles la personne adhère qu'il est impossible à celle-ci d'y renoncer.

Considérant que l'objecteur de conscience demande aux pouvoirs publics de lui appliquer un régime particulier, il est normal qu'il soit invité à préciser à leur intention la nature de son objection de conscience. Il n'est pas nécessaire que les pouvoirs publics soumettent chaque cas à un contrôle approfondi, car on peut considérer qu'il n'y aura pas d'abus. En tant que contribuable, l'objecteur de conscience ne tire en effet aucun profit financier de son objection de conscience, étant donné que la part de l'impôt qui irait à la défense militaire sera désormais versée à un fonds pour la paix.

La reconnaissance de l'objection de conscience renforce en outre notre démocratie. Une démocratie saine ne peut exister sans des citoyens animés de fortes convictions morales et veille à heurter aussi peu que possible la conscience des citoyens. Ou devons-nous rappeler, cinquante ans après la libération des camps de concentration, ce qu'il arrive lorsque l'individu fait taire sa conscience?

On peut se demander s'il faut soustraire du budget consacré à la défense militaire le montant que le contribuable objecteur de conscience ne souhaite pas voir affecter à des fins militaires. Notre réponse est non. Le budget de la défense (comme aussi, antérieurement, le contingent de l'armée) est fixé par une majorité élue démocratiquement. Dans notre système parlementaire, c'est le parlement qui a le dernier mot en cette matière. La reconnaissance de l'objection de conscience concerne uniquement l'exonération d'une obligation fiscale (qui se doublait précédemment d'une obligation physique) à laquelle l'objecteur de conscience ne peut se plier parce qu'il juge qu'elle est en contradiction avec sa conscience.

Il n'est nul besoin non plus de démontrer à quel point, à l'heure actuelle, la sécurité sociale de millions de personnes se trouve compromise dans le tiers et le quart monde. Ceux qui éprouvent des objections de conscience à l'égard des obligations militaires se sentent moralement obligés d'augmenter leur contribution en ce domaine.

L'objection de conscience à l'égard des affectations militaires du produit de l'impôt s'exprime déjà dans notre société. Réunies au sein de l'association «*Aktie Vredesbelasting*» (V.R.A.K.) et de l'«*Association des contribuables pour la paix*», des personnes refusent actuellement, de façon symbolique, de payer une partie de leurs impôts, qu'elles mettent par ailleurs à la disposition d'un fonds provisoire de l'impôt pour la

ongeacht diens gelijk of ongelijk. Het typerende van een gewetensbezwaar is dat het zo diep verankerd zit in het aangehangen normen- en waardenpatroon dat het onmogelijk is ervan af te stappen.

Omdat de gewetensbezwaarde een speciale regeling van de overheid vraagt, mag hem gevraagd worden dat hij zijn gewetensbezwaar tegenover de overheid toelicht. Het is niet nodig dat de overheid elk geval aan een grondige toetsing onderwerpt, omdat ervan kan worden uitgegaan dat misbruik niet zal voorkomen. De gewetensbezwaarde belastingbetaler haalt namelijk geen financieel voordeel uit zijn gewetensbezwaar, vermits het deel van de belasting dat anders naar militaire defensie zou gaan, nu in een vredesfonds wordt gestort.

De erkenning van het gewetensbezwaar versterkt bovendien onze democratie. Een weerbare democratie kan niet zonder moreel weerbare burgers en gaat zo weinig mogelijk in tegen het geweten zelf van haar burgers. Of moet er, vijftig jaar na de bevrijding van de concentratiekampen, herinnerd worden aan wat er gebeurt als het individu zijn geweten het zwijgen oplegt?

Men kan de vraag stellen of het bedrag dat de gewetensbezwaarde belastingplichtige niet aan militaire defensie wil betalen, van de begroting van militaire defensie moet worden afgetrokken. Wij kiezen niet voor deze weg. De begroting van defensie (zoals vroeger ook het legercontingent) komt met een democratisch gekozen politieke meerderheid tot stand. In ons parlementair systeem heeft het parlement hierover het laatste woord. De erkenning van het gewetensbezwaar slaat enkel op de ontheffing van een fiscale (vroeger ook fysieke) verplichting, waaraan de gewetensbezwaarde geen gevolg kan geven omdat hij die in strijd acht met zijn geweten.

We hoeven ook niet aan te tonen hoezeer momenteel de sociale veiligheid van miljoenen mensen in de derde en vierde wereld wordt aangetast. De gewetensbezwaarden tegen militaire verplichtingen voelen zich verplicht om hun bijdragen op dat terrein te verhogen.

Het gewetensbezwaar tegen de militaire bestemming van belastinggeld wordt nu reeds aangetoond in onze samenleving. Verenigd in de «*Aktie Vredesbelasting*» (VRAK) en de «*Association des contribuables pour la paix*» weigeren mensen symbolisch een deel van hun belastinggeld te betalen, dat ze dan wel ter beschikking stellen van een voorlopig vredesbelastingfonds. De media hebben geregeld aan-

paix. Les médias se sont régulièrement intéressés aux actions de ces organisations et de leurs membres.

La présente proposition de loi veut offrir à chaque citoyen, sans devoir recourir à une procédure particulière pour faire reconnaître son objection de conscience, la possibilité d'affecter une part de ses impôts à des projets pour la paix et le développement. L'objection de conscience sera signalée, tant par les salariés que par les indépendants, dans leur déclaration de revenus. Pour les salariés, cela ne peut se faire plus tôt, l'employeur étant tenu de retenir des précomptes, opération qui échappe totalement au travailleur. Une intervention à ce stade entraînerait des complications techniques et risquerait de soulever des problèmes sur le plan de la protection de la vie privée.

La partie de l'impôt destinée au fonds fiscal pour la paix est égale à la part du budget consacré à la défense militaire dans les recettes fiscales globales.

Le Fonds fiscal pour la paix est créé sous la forme d'un fonds budgétaire organique relevant du ministre de l'Intérieur. Celui-ci a déjà dans ses attributions l'objection de conscience à l'égard du service militaire et il est le plus concerné par la mission du fonds, à savoir la formation de la population à la résistance civile et au respect des libertés démocratiques.

Pour que les choses soient bien claires, précisons que le montant de référence n'est pas le solde figurant au rôle, mais bien le montant total de l'impôt, que celui-ci ait été payé par voie de précomptes ou de versements anticipés ou recouvré par voie d'enrôlement. Les versements au Fonds fiscal pour la paix ne sont pas assimilables à des dons déductibles, qui sont déduits lors du calcul du revenu net imposable et non lors du calcul du montant de l'impôt finalement dû.

Ce fonds ne doit pas être confondu avec des initiatives législatives relatives à un Institut belge de recherches sur la paix ou à des institutions scientifiques analogues. Il ne se substitue pas non plus aux diverses formes de subventions existantes au profit d'oeuvres pour la paix et le développement.

dacht besteed aan de acties van deze organisaties en hun leden.

Dit wetsvoorstel wil elke burger, zonder bijzondere procedure voor de erkenning van zijn gewetensbezwaar, de kans geven om een deel van zijn belastinggeld te doen gebruiken voor vredes- en ontwikkelingsprojecten. Het gewetensbezwaar wordt zowel door werknemers als door zelfstandigen bekendgemaakt bij de aangifte van hun inkomsten. Het kan niet eerder gebeuren door werknemers, aangezien de werkgever voorheffingen op het loon moet afhouden en de werknemer daarop geen invloed kan uitoefenen. Daar ingrijpen zou technisch ingewikkeld zijn en wellicht ook problemen van privacy oproepen.

Het deel van de belasting dat bestemd is voor het vredesbelastingfonds komt overeen met het aandeel van de militaire defensiebegroting in de totale belastingontvangsten.

Het vredesbelastingfonds wordt opgericht als een organiek begrotingsfonds bij de minister van Binnenlandse Zaken. Die is ook nu reeds bevoegd voor de gewetensbezwaren tegen militaire dienst en is het meest betrokken bij de opdracht van het fonds, met name de vorming van de bevolking in burgerlijke weerbaarheid en in het respect van de democratische vrijheden.

Voor alle duidelijkheid dient erop gewezen te worden dat het referentiebedrag niet het saldo is dat door het cohier kenbaar wordt gemaakt, maar wel het totale bedrag van belastingen, ongeacht of dit betaald werd via voorheffingen of voorafbetaling of ingevorderd wordt via de incohiering. De stortingen aan het vredesbelastingfonds zijn niet vergelijkbaar met aftrekbare giften, welke worden afgetrokken bij de vaststelling van het netto-belastbaar inkomen en niet bij de vaststelling van het uiteindelijk te betalen belastingbedrag.

Het fonds mag niet verward worden met wetgevende initiatieven voor een Belgisch Instituut voor vredesonderzoek of gelijkaardige wetenschappelijke instellingen. Het komt ook niet in de plaats van de diverse vormen van subsidiëring van vredes- en ontwikkelingswerk.

H. VAN DIENDEREN
M. SCHÜTTRINGER
J. TAVERNIER
L. VANOOST
J. WAUTERS

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

§ 1^{er}. Il est créé, au ministère de l'Intérieur, un organisme d'intérêt public ayant la personnalité juridique sous la dénomination de «Fonds fiscal pour la paix», ci-après dénommé «le fonds».

Le fonds a pour objectif de tenir compte de l'objection de conscience du contribuable à l'égard de l'affectation militaire de sa cotisation.

§ 2. Le fonds est soumis aux règles fixées pour les organismes visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 3. Le fonds est alimenté exclusivement par les versements visés au titre VI, chapitre Ier, section 3bis, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 3

Le fonds finance:

1° les études concernant la défense non militaire et le règlement pacifique des conflits;

2° la formation de la population à la non-violence, à la résistance civile et à la protection des libertés démocratiques;

3° la constitution d'équipes de médiation en vue du règlement non militaire des conflits;

4° la promotion des droits de l'homme et des libertés démocratiques;

5° la promotion du désarmement;

6° les études concernant la reconversion de l'industrie de l'armement.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

§ 1. Bij het ministerie van Binnenlandse Zaken wordt onder de benaming «Vredesbelastingfonds», hierna «het Fonds» genoemd, een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht.

Het Fonds heeft tot doel tegemoet te komen aan het gewetensbezwaar van de belastingplichtige tegen de miliaire bestemming van zijn belastinggeld.

§ 2. Het Fonds is onderworpen aan de regelen vastgesteld voor de instellingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 3. Het Fonds wordt uitsluitend gestijfd met de stortingen bedoeld in afdeling IIIbis van hoofdstuk I van titel VI van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

Art. 3

Het Fonds financiert:

1° de studie van niet-militaire verdediging en geweldloze conflictoplossing;

2° de vorming van de bevolking in geweldloosheid, burgerlijke weerbaarheid en bescherming van de democratische vrijheden;

3° de oprichting van bemiddelingsequipes voor niet-militaire conflictoplossing;

4° de bevordering van de mensenrechten en de democratische vrijheden;

5° de bevordering van de ontwapening;

6° studies over de omschakeling van de wapenindustrie.

Art. 4

§ 1^{er}. Le Fonds est géré par un conseil général, composé de seize membres néerlandophones et de seize membres francophones.

Les membres néerlandophones sont:

1° quatre sénateurs et quatre députés;

2° quatre membres présentés par les organisations pacifistes non gouvernementales néerlandophones les plus représentatives;

3° quatre membres présentés par les organisations non gouvernementales néerlandophones de coopération au développement et de défense des droits de l'homme les plus représentatives.

Les membres francophones sont:

1° quatre sénateurs et quatre députés;

2° quatre membres présentés par les organisations pacifistes non gouvernementales francophones les plus représentatives;

3° quatre membres présentés par les organisations non gouvernementales francophones de coopération au développement et de défense des droits de l'homme les plus représentatives.

Les députés et les sénateurs sont désignés, respectivement, par la Chambre et par le Sénat, pour la durée de leur mandat parlementaire. Les autres membres sont nommés par le Roi, pour une durée de quatre ans.

Le mandat de membre du conseil général n'est renouvelable qu'une seule fois.

§ 2. Les membres du conseil général élisent un président, pour une période de deux ans, alternativement parmi les membres néerlandophones et francophones.

Art. 5

Le conseil général publie annuellement un rapport circonstancié sur les activités et la gestion financière du fonds. Le rapport est communiqué aux Chambres législatives. Il est joint au budget des services du ministre de l'Intérieur.

Art. 4

§ 1. Het Fonds wordt bestuurd door een algemene raad, samengesteld uit zestien Nederlandstalige en zestien Franstalige leden.

De Nederlandstalige leden zijn:

1° vier senatoren en vier kamerleden;

2° vier leden voorgedragen door de meest representatieve Nederlandstalige niet-gouvernementele vredesorganisaties;

3° vier leden voorgedragen door de meest representatieve Nederlandstalige niet-gouvernementele organisaties voor ontwikkelingssamenwerking en mensenrechten.

De Franstalige leden zijn:

1° vier senatoren en vier kamerleden;

2° vier leden voorgedragen door de meest representatieve Franstalige niet-gouvernementele vredesorganisaties;

3° vier leden voorgedragen door de meest representatieve Franstalige niet-gouvernementele organisaties voor ontwikkelingssamenwerking en mensenrechten.

De kamerleden en de senatoren worden respectievelijk door de Kamer en de Senaat aangewezen voor de duur van hun parlementair mandaat. De overige leden worden benoemd door de Koning, voor een periode van vier jaar.

Het mandaat van lid van de algemene raad is slechts éénmaal verlengbaar.

§ 2. De leden van de algemene raad kiezen een voorzitter voor een periode van twee jaar, afwisselend uit de Nederlandstalige en de Franstalige leden.

Art. 5

De algemene raad publiceert jaarlijks een omstandig verslag over de verrichtingen en het financieel beheer van het Fonds. Het verslag wordt medegedeeld aan de Wetgevende Kamers. Het wordt gevoegd bij de begroting van de diensten van de minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 6

Le conseil général peut créer une ou plusieurs commissions consultatives des projets. Les membres des commissions de projets sont choisis pour leur compétence.

Art. 7

Le conseil général décide en toute autonomie, compte tenu des moyens disponibles et conformément aux dispositions de la présente loi, du choix des projets et de l'effectif du fonds.

Art. 8

Dans le titre VI, chapitre premier, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré, sous une section II*bis* (nouvelle) intitulée «Fonds fiscal pour la paix», les articles 269*bis* et 269*ter*, libellés comme suit:

«Art. 269*bis*. Tout contribuable peut, dans la déclaration relative à ses revenus de l'année antérieure, faire connaître son objection de conscience à l'égard de l'affectation militaire de sa cotisation et s'en expliquer dans une annexe.

Art. 269*ter*. § 1^{er}. Dès que la cotisation est devenue définitive, le receveur des contributions directes verse une partie du montant de celle-ci au Fonds fiscal pour la paix, créé par la loi du

§ 2. La quotité d'impôt destinée au Fonds fiscal pour la paix est égale à un pourcentage, calculé chaque année par la Cour des comptes, de l'impôt des personnes physiques, destiné au niveau fédéral, dont le contribuable est redevable pour l'exercice d'imposition afférent aux revenus de l'année antérieure.

Ce pourcentage correspond à la part des dépenses exposées pour la défense militaire au cours de l'année budgétaire antérieure dans le montant total du budget général des dépenses de l'autorité fédérale.».

Art. 9

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

7 avril 1999

Art. 6

De algemene raad kan één of meer adviserende projectencommissies samenstellen. De leden van de projectencommissies worden gekozen op grond van hun deskundigheid.

Art. 7

De algemene raad beslist, rekening houdend met de beschikbare middelen en conform de bepalingen van deze wet, zelfstandig over de keuze van de projecten en over de personeelsformatie van het Fonds.

Art. 8

In titel VI, hoofdstuk I, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 worden onder een afdeling II*bis* (nieuw), met als opschrift «Vredesbelasting-fonds», de artikelen 269*bis* en 269*ter* ingevoegd, luidende:

«Art. 269*bis*. Elke belastingplichtige kan op het aangifteformulier van zijn inkomsten over het vorige jaar zijn gewetensbezwaar tegen de militaire bestemming van zijn belastinggeld kenbaar maken en dit toelichten in een bijlage.

Art. 269*ter*. § 1. Zodra de aanslag onherroepelijk is geworden, stort de ontvanger der directe belastingen een deel van het bedrag van de aanslag in het Vredesbelastingfonds, opgericht bij de wet van

§ 2. Het voor het Vredesbelastingfonds bestemde deel van de aanslag is gelijk aan een jaarlijks door het Rekenhof te berekenen percentage van de belasting van de natuurlijke personen, bestemd voor het federale niveau, die de belastingplichtige verschuldigd is voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het vorige inkomstenjaar.

Het percentage komt overeen met het aandeel van de uitgaven voor militaire defensie tijdens het vorige begrotingsjaar in het totaal van de algemene uitgavenbegroting van de federale overheid.».

Art. 9

Deze wet treedt in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

7 april 1999

H. VAN DIENDEREN
M. SCHÜTTRINGER
J. TAVERNIER
L. VANOOST
J. WAUTERS